

**MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX**

**REGLEMENT DE LA CONSULTATION  
(RC)**

*Pouvoir adjudicateur exerçant la maîtrise d'ouvrage*

**Mairie de SAINT MAURICE DE REMENS**

**548 Rue de la Libération, 01500 Saint-Maurice-de-Rémens**

**Tél : 04 74 35 41 68 - Mail : [secretariat.stmauricederemens@orange.fr](mailto:secretariat.stmauricederemens@orange.fr)**

*Personne Responsable du Marché représentant le pouvoir adjudicateur (PRM)*

**Monsieur le Maire – COMMUNE DE SAINT MAURICE DE REMENS**

**548 Rue de la Libération, 01500 Saint-Maurice-de-Rémens**

*Conducteur d'opération*

**Commune de Saint-Maurice-de-Rémens**

*Objet de la consultation*

**Rénovation Thermique et énergétique du bâtiment de  
l'école de SAINT MAURICE DE REMENS**

*Remise des offres*

**Date et heure limites de réception : **LUNDI 10 JUIN 2024 à 12 H 00****

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

### SOMMAIRE

	Pages
<b>ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
<b>ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....</b>	<b>3</b>
2-1. Définition de la procédure .....	3
2-2. Décomposition en tranches et en lots .....	4
2-3. Code CPV .....	4
2-4. Nature de l'attributaire .....	5
2-5. Variantes .....	5
2-6. Prestations complémentaires ou alternatives .....	5
2-7. Délai de réalisation .....	5
2-8. Modifications de détail au dossier de consultation.....	5
2-9. Délai de validité des offres .....	5
2-10. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS) .....	5
2-11. Appréciation des équivalences dans les normes .....	6
<b>ARTICLE 3. LES INTERVENANTS.....</b>	<b>6</b>
3-1. Maîtrise d'œuvre.....	6
3-2. Contrôle Technique.....	6
3-3. Coordinateur S.P.S.....	6
<b>ARTICLE 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION.....</b>	<b>6</b>
<b>ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....</b>	<b>7</b>
5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures.....	8
5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre .....	9
5-3. Documents à fournir avant attribution par le candidat susceptible d'être retenu .....	9
5-4. Visite des lieux et consultation de documents sur site.....	10
5-5. Remise des plis .....	10
5-6. Formats de fichiers acceptés .....	11
5-7. Copie de sauvegarde .....	11
5.8. Renseignements complémentaires .....	12
<b>ARTICLE 6. EXAMEN DES OFFRES.....</b>	<b>12</b>
6.1. Valeur technique de l'offre : 50% .....	12
6.2. Prix : 50 % .....	13
6.3. Classement des offres.....	13
<b>ARTICLE 7. PROCEDURE DE RECOURS.....</b>	<b>13</b>

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

*Dans la suite du présent document le pouvoir adjudicateur est désigné "Maître de l'ouvrage".*

### **ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION**

La consultation concerne :

## **Rénovation Thermique et énergétique du bâtiment de l'école de SAINT MAURICE DE REMENS**

Le lieu d'exécution des prestations est le suivant :

**Groupe scolaire du Petit Prince - 548, Rue de la Libération - 01500 Saint-Maurice-de-Rémens**

### **ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION**

#### **2-1. Définition de la procédure**

La présente consultation est lancée suivant la procédure adaptée en application des articles R. 2123-1, R. 2123-4 à 2123-7 et R. 2172-1 et suivants du Code de la commande publique.

La présente consultation est passée dans le respect des dispositions des articles R. 2123-1, R. 2123-4 et R. 2123-5 du Code de la commande publique selon une procédure adaptée ouverte avec négociation éventuelle, librement définie par le pouvoir adjudicateur.

Le responsable légal du maître d'ouvrage se réserve le droit, s'il l'estime nécessaire, d'engager des négociations avec un ou plusieurs candidats.

La négociation portera sur les points suivants : La technique, le prix.

Le pouvoir adjudicateur procèdera à l'analyse des offres des candidats sur la base des critères de sélection des offres et sélectionnera les candidats avec lesquels il s'autorise à négocier.

Conformément à l'article R. 2144-3 du Code de la commande publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats pourra être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

Après analyse des compétences, références et moyens des candidats, le maître d'ouvrage procèdera à l'analyse des offres des candidats dont la candidature aura été admise. Sur la base des critères de choix des offres définis dans l'avis et/ou dans le présent règlement de la consultation, le maître d'ouvrage choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Conditions particulières : Le marché objet de la présente consultation sera notifié au candidat retenu sous réserve de l'obtention des subventions attendues de l'Etat (DSIL 2024).

## **2-2. Décomposition en tranches et en lots**

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 15 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
- Lot 04	Charpente bois - couverture
- Lot 05	Charpente métallique
- Lot 06	Couverture bardage métallique étanchéité
- Lot 07	Menuiseries extérieurs PVC
- Lot 08	Menuiseries Alu - Serrurerie
- Lot 09	Menuiseries intérieures bois
- Lot 10	Plâtrerie peinture
- Lot 11	Revêtement de sol souple
- Lot 12	Carrelage - Faïence
- Lot 13	Enduit de façade
- Lot 14	Électricité
- Lot 15	Plomberie - Chauffage - VMC

Afin de pouvoir débiter les travaux début juillet 2024 et profiter de l'absence du corps enseignants et des enfants pendant les vacances scolaires, la consultation des lots 01, 02 et 03 a été anticipée de 4 semaines par rapport aux autres lots, qui n'interviendront réellement seulement à partir de fin août 2024 sur le chantier.

Pour information :

Désignation des lots	
- Lot 01	V.R.D
- Lot 02	Désamiantage
- Lot 03	Démolition - Maçonnerie

## **2-3. Code CPV**

- Lot 01 : V.R.D	45112500
- Lot 02 : Désamiantage	45100000
- Lot 03 : Démolition - Maçonnerie	45000000-7 / 45111100-9

- Lot 04 : Charpente bois - couverture	45261000-4
- Lot 05 : Charpente métallique	45223220
- Lot 06 : Couverture bardage métallique étanchéité	45261213-0
- Lot 07 : E11Menuiseries extérieurs PVC	45420000
- Lot 08 : Menuiseries Alu - Serrurerie	454210004
- Lot 09 : Menuiseries intérieures bois	454210004
- Lot 10 : Plâtrerie peinture	45410000-4 / 45442100-8
- Lot 11 : Revêtement de sol souple	45432111-5
- Lot 12 : Carrelage - Faïence	45431100-8 / 45431200-9
- Lot 13 : Enduit de façade	45443000-4
- Lot 14 : Electricité	45311200-2
- Lot 15 : Plomberie - Chauffage - VMC	45331000

## **2-4. Nature de l'attributaire**

Chaque marché passé par lot séparé sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés solidaires.

## **2-5. Variantes**

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Aucune variante n'est acceptée.

## **2-6. Prestations complémentaires ou alternatives**

Les prestations identiques à celles de la présente consultation pourront être attribuées au même titulaire selon un marché passé sans publicité ni mise en concurrence préalables dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

## **2-7. Délai de réalisation**

Le délai d'exécution des travaux est fixé dans l'acte d'engagement.

## **2-8. Modifications de détail au dossier de consultation**

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 7 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

## **2-9. Délai de validité des offres**

Le délai de validité des offres est de 120 jours ; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

## **2-10. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)**

La coordination SPS sera assurée. En cours de consultation.

## **2-11. Appréciation des équivalences dans les normes**

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises pourra être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le candidat pourra proposer au Pouvoir Adjudicateur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union Européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits « EA » ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le candidat devra alors apporter Maître de l'ouvrage les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

## **ARTICLE 3. LES INTERVENANTS**

### **3-1. Maîtrise d'œuvre**

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

Architecte :	AKARCHI – 13, Rue Lamartine – 01000 BOURG EN BRESSE MODULART – 258 Route de la Madeleine – 01750 REPLONGES
Bureau d'étude Fluide :	FCI - 345, Grande Rue - 01110 BRENOD
Bureau d'étude Structure :	SABRES – 67, Chemin du Vallon – 01310 CONFRANCON

### **3-2. Contrôle Technique**

Bureau Alpes Contrôles  
Agence de Bourg en Bresse  
261 rue de Schutterwald  
01000 SAINT DENIS LES BOURG  
Téléphone : 04 74 21 04 60  
bourg@alpes-controles.fr

### **3-3. Coordinateur S.P.S.**

VERITAS  
4, Chemin du Tronchon  
69410 CHAMPAGNE AU MONT D'OR  
Téléphone : 04 42 37 25 01

## **ARTICLE 4. CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION**

Le dossier de consultation contient les pièces suivantes :

- L'avis d'appel public à la concurrence
- Le règlement de consultation (RC)

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)
- Le cadre du mémoire technique (CMT)
- Les plans :
  - Plan état des lieux
  - Plan projet
  - Détails
  - Plans techniques
  - Les demandes de renseignement (DR) et les relevés d'investigations complémentaires.

Le Maître de l'ouvrage informe les candidats que le dossier de consultation est dématérialisé.

Le Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) peut être consulté et téléchargé gratuitement à l'adresse suivante : <https://marchespublics.ain.fr>.

Lors du téléchargement du dossier de consultation, il est recommandé à l'entreprise de créer un compte sur la plateforme de dématérialisation où il renseignera notamment le nom de l'organisme soumissionnaire, et une adresse électronique afin de la tenir informée des modifications éventuelles intervenant en cours d'une procédure (ajout d'une pièce au DCE, envoi d'une liste de réponses aux questions reçues...).

Le candidat est informé que seul l'exemplaire du dossier de consultation détenu par le Maître de l'ouvrage fait foi.

## **ARTICLE 5. PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

Le mode de retrait du dossier de consultation ne conditionne pas le choix du mode de transmission de l'offre.

Les candidats sont invités à utiliser le coffre-fort électronique disponible gratuitement depuis leur compte sur : <https://marchespublics.ain.fr>.

La remise des offres se fera sous forme dématérialisée sur le site : <https://marchespublics.ain.fr>

(Pour les modalités de remise des offres, se référer aux conditions générales de la plate-forme)

En vertu de l'article R. 2143-16 du Code de la commande publique, dans le cadre de leur candidature et de leur offre, il est exigé que les candidats joignent une traduction en français aux éléments rédigés dans une autre langue. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du Maître de l'ouvrage. Toutefois, ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.  
Seul l'acte d'engagement sera daté et signé par le(s) représentant(s) habilité(s) du/des candidat(s).

Le dossier de réponse à la présente consultation doit parvenir avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement de consultation.

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus.

### **5.1 Éléments nécessaires à la sélection des candidatures**

Chaque candidat ou chaque membre de l'équipe candidate devra produire les pièces suivantes :

- Formulaire DC1 ou équivalent : Lettre de candidature - Habilitation du mandataire par ses cotraitants
- Formulaire DC2 ou équivalent : Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement
- Attestation d'assurance : L'attestation d'assurance responsabilité civile professionnelle et, conformément aux dispositions de l'article L. 241-2 du Code des assurances, pour les travaux de construction, l'attestation d'assurance responsabilité civile décennale en cours de validité (c'est-à-dire justifiant le paiement des primes pour la période en cours), indiquant l'étendue des garanties apportées par sinistre sans pouvoir être inférieure à 1 500 000 euros.
- Déclaration d'effectifs : Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Certificats de qualification professionnelle\* valables pour l'année en cours, ou références équivalentes :

- Lot 04 : Charpente bois - couverture	2301 - 3001	Courante
- Lot 05 : Charpente métallique	2411	Courante
- Lot 06 : Couverture bardage métallique étanchéité	3271	Courante
- Lot 07 : Menuiseries extérieurs PVC	3541	Courante
- Lot 08 : Menuiseries Alu - Serrurerie	3521 - 4411	Courante
- Lot 09 : Menuiseries intérieures bois	4322	Confirmée
- Lot 10 : Plâtrerie peinture	4131 - 6111	courante
- Lot 11 : Revêtement de sol souple	6212	
- Lot 12 : Carrelage - Faïence	6261 - 6312	Confirmée
- Lot 13 : Enduit de façade	2132	
- Lot 14 : Electricité	E1	Courante
- Lot 15 : Plomberie - Chauffage - VMC	5111 - 5311 - 5431 - Qualipac	Courante

*\* Si le candidat est en cours d'obtention des qualifications, il remet un engagement de présenter celles-ci dès lors qu'il aura été retenu comme attributaire de l'accord-cadre et avant toute soumission à un marché subséquent.*

- Références de travaux similaires : Présentation d'une liste des travaux effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.

Le candidat pourra prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le pouvoir adjudicateur s'il est objectivement dans l'impossibilité de produire l'un des renseignements demandés relatifs à sa capacité financière.



Si, pour justifier de ses capacités, le candidat souhaite faire prévaloir les capacités professionnelles, techniques et financières d'un autre intervenant quel qu'il soit (sous-traitant notamment), il devra produire les pièces relatives à cet intervenant visées au présent article ci-dessus. Il devra également justifier qu'il disposera des capacités de cet intervenant pour l'exécution du marché par un engagement écrit de l'intervenant.

Enfin, selon les dispositions de l'article R. 2143-4 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que les candidats présentent leur candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME) établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés à l'article R. 2143-3.

Les candidats peuvent constituer ou réutiliser un DUME dans sa version électronique via l'une des url suivantes : <https://ec.europa.eu/tools/espd/> OU <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>

Il est précisé que le pouvoir adjudicateur n'autorise pas les candidats à se limiter à indiquer dans le document unique de marché européen qu'ils disposent de l'aptitude et des capacités requises sans fournir d'informations particulières sur celles-ci.

## **5.2 Éléments nécessaires au choix de l'offre**

Le dossier à remettre par chaque candidat concernant le lot pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

- Un acte d'engagement (AE) (ci-joint à compléter, à dater et à signer) ;
- Le candidat précisera également la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ainsi que la liste des sous-traitants qu'il se propose de présenter à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur.
- La Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) : cadre fourni au DCE, à compléter sans modification hormis la colonne quantité qui est fournie à titre indicatif ;
- Un Mémoire technique. Le candidat est fortement invité à utiliser le Cadre du Mémoire Technique (CMT) joint au DCE afin de faciliter l'analyse de l'offre. La non-production de ce document rend l'offre irrecevable.

Le CCAP, le CCTP et les documents remis par le pouvoir adjudicateur, à l'exception de ceux visés ci-dessus et leurs annexes ne sont pas à remettre dans l'offre. Seuls les documents détenus par le pouvoir adjudicateur font foi.

Il est rappelé aux candidats que la signature de l'acte d'engagement vaut acceptation de toutes les pièces contractuelles.

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois sous format dématérialisé :

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

## **5-3. Documents à fournir avant attribution par le candidat susceptible d'être retenu**

Conformément à l'article R. 2144-7 du Code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra fournir les documents qui justifient qu'il n'entre pas dans les cas d'interdiction de soumissionner dans un délai de 8 jours à compter de la demande du pouvoir adjudicateur.

À défaut de produire ces documents dans le délai fixé, l'offre du candidat attributaire sera rejetée et il sera éliminé.

Le candidat suivant sera alors sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

#### **5-4. Visite des lieux et consultation de documents sur site**

La visite des lieux est VIVEMENT CONSEILLÉE, mais non obligatoire, pour les lots suivants :

- 04 - CHARPENTE BOIS COUVERTURE
- 07 - MENUISERIES EXTERIEURES PVC
- 09 - MENUISERIES INTERIEURES BOIS
- 14 - ELECTRICITE
- 15 - PLOMBERIE

Les candidats des autres lots peuvent se joindre à la visite s'ils le souhaitent.

Ces visites sont programmées aux créneaux suivants :

- Mercredi 29 avril 2024 à 09 h 00
- Mercredi 15 mai 2024 à 09 h 00
- Mercredi 22 mai 2024 à 09 h 00

Pour effectuer une visite du chantier (sur rendez-vous uniquement aux jours suscités), il convient de s'inscrire à l'un des créneaux proposés, par mail à [secretariat.stmauricederemens@orange.fr](mailto:secretariat.stmauricederemens@orange.fr).

La date souhaitée sera confirmée en fonction du nombre de visiteurs. Si le nombre était trop important, une autre date sera proposée au candidat.

#### **5-5. Remise des plis**

Le fuseau horaire de référence sera celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

#### **Se préparer à l'avance :**

Nécessité de certificat numérique - Configuration à l'avance du poste de travail - recommandation de se préparer avec la Consultation de test.

En cas de réponse électronique, la signature électronique de certaines pièces est requise.

Le soumissionnaire doit avoir au préalable fait l'acquisition d'un certificat électronique. Obtenir un certificat électronique prend plusieurs jours, voire plusieurs semaines. Si le soumissionnaire ne possède pas de certificat électronique valable dans le cadre de la réponse à un marché dématérialisé, il est impératif qu'il en fasse la demande en avance.

Il est également fortement recommandé au soumissionnaire de prendre ses dispositions de manière à ce que sa réponse électronique soit déposée dans les délais impartis. Un test de configuration du poste de travail ainsi que des consultations de test sont mis à sa disposition sur la plateforme.

### Signature électronique des fichiers de la réponse :

Les documents du soumissionnaire doivent être signés électroniquement, selon les modalités détaillées ci-dessous.

Par application de l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé (logiciel, service en ligne, parapheur le cas échéant), devant produire des signatures électroniques conformes aux formats réglementaires. (cf. annexe)

### Rappels généraux : Dossier ZIP et signature scannée :

Les documents transmis par voie électronique seront re-matérialisés après l'ouverture des plis. Les candidats sont informés que l'attribution du marché pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché papier.

- Chaque fichier à signer doit être signé individuellement, de telle sorte que chaque signature puisse être vérifiée indépendamment des autres,
- Un dossier zip signé n'est pas accepté comme équivalent à la signature de chaque document qui constitue le dossier zip,
- Une signature manuscrite scannée n'a pas d'autre valeur que celle d'une copie et ne peut pas remplacer la signature électronique.

## **5-6. Formats de fichiers acceptés**

En cas de transmission de réponse par voie électronique, les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants, sous peine d'irrecevabilité de l'offre :

- Format bureautique propriétaire de Microsoft compatible version 2003 (.doc, .xls et .ppt),
- Format texte universel (.rtf),
- Format PDF (.pdf),
- Formats images (.gif, .jpg et .png),
- Format pour les plans (.dxf et .dwg). Dans tous les cas, une version des plans au format .pdf sera appréciée.

Tout document contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé. Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

## **5-7. Copie de sauvegarde**

Les candidats peuvent également transmettre, dans les délais impartis pour la remise des plis, une copie de sauvegarde sur support physique électronique (CD-Rom, DVD-Rom, clé USB) ou sur support papier. Cette copie est transmise à l'adresse ci-dessous, sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention : « copie de sauvegarde », l'identification de la procédure concernée et les coordonnées de l'entreprise :

COMMUNE de SAINT-MAURICE-DE-REMENS  
548 rue de La Libération - 01500 SAINT-MAURICE-DE-REMENS

Les documents de la copie de sauvegarde doivent être signés (pour les documents dont la signature est obligatoire). Si le support physique choisi est le support papier, la signature est manuscrite. Si le support physique choisi est électronique, la signature est électronique.

Cette copie de sauvegarde pourra être ouverte dans les cas décrits à l'article 2 II de l'arrêté du 22 mars 2019 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde.

Les plis contenant la copie de sauvegarde, non ouverts, seront détruits à l'issue de la procédure par le pouvoir adjudicateur.

### **5.8. Renseignements complémentaires**

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires relatifs à cette consultation, les candidats devront faire parvenir en temps utile leur demande de manière électronique, exclusivement sur la plateforme de dématérialisation, sur l'URL suivante : <https://marchespublics.ain.fr>.

Seules les demandes adressées au moins 8 jours avant la date limite de réception des offres feront l'objet d'une réponse de la part du pouvoir adjudicateur.

Une réponse sera adressée au plus tard 6 jours avant la date fixée pour la réception des offres aux candidats ayant téléchargé le dossier de consultation sur la plateforme de dématérialisation après s'être préalablement identifiés.

## **ARTICLE 6. EXAMEN DES OFFRES**

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Le Maître de l'ouvrage retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse à l'issue d'un classement selon les critères suivants :

- Valeur technique de l'offre : 50 %
- Prix de l'offre : 50 %

### **6.1. Valeur technique de l'offre : 50%**

La note technique du candidat sera attribuée suivant 4 critères :

- Matériaux mis en œuvre et matériel utilisé pour la réalisation du chantier (désignation et fiches techniques) : 15 points
- Main d'œuvre affectée au chantier : 15 points
- Respect du planning temps d'intervention, organisation et méthodologie : 15 points
- Propreté du chantier et traitement des déchets : 5 points

Notation de chaque critère répartis de la manière suivante :

- Aucune réponse ou réponse non recevable : 0 % de la note
- Réponse partielle ou insuffisante : 25 % de la note
- Réponse moyennement satisfaisante (ne présentant que des généralités) : 50 % de la note
- Réponse complète et satisfaisante (Offre considérée comme complète et acceptable, ciblé sur le chantier) : 75 % de la note
- Réponse très satisfaisante (offre complète et présentant une réelle plus-value) : 100 % de la note

## **6.2. Prix : 50 %**

Le prix de l'offre sera jugé selon la formule suivante :

$$\text{Note Prix} = (\text{PM/PC}) * 50$$

Dans laquelle PM est le prix de l'offre la moins élevée pour le lot considéré, PC est le prix du candidat.

## **6.3. Classement des offres**

Les offres des candidats seront classées en fonction de la somme des deux notes obtenues aux deux critères. Le candidat retenu est celui qui obtiendra la somme la plus élevée.

Lors de l'examen des offres, le Maître de l'ouvrage se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'elle estimera nécessaires.

Le pouvoir adjudicateur écartera les offres inappropriées, et procédera à une sélection, après un premier classement opéré sur la base des critères définis ci-dessus, de candidats qui seront éventuellement admis à négocier. Après négociation éventuelle avec ces candidats (sauf insuffisance de candidats), le pouvoir adjudicateur choisira l'offre économiquement la plus avantageuse.

Sera déclarée comme irrégulière, une offre, qui, tout en apportant une réponse au besoin du pouvoir adjudicateur, est incomplète ou ne respecte pas les exigences formulées au sein des documents de la consultation.

Le Maître de l'ouvrage pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général. Les candidats en seront informés.

## **ARTICLE 7. PROCEDURE DE RECOURS**

Cette décision peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal administratif de Bourg-en-Bresse.

Les voies et délais des recours dont dispose le candidat sont :

- Référé précontractuel prévu aux articles L. 551-1 à L. 551-12 et R.551-1 à R.551-6 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- Référé contractuel prévu aux articles L.551-13 à L.551-23 et R.551-7 à 551-10 du CJA, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R. 551-7 du CJA, après la signature du contrat.
- Recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat, ouvert aux tiers dans le délai de 2 mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées.